



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.525/2
du 20 décembre 2021

advies 70.525/2
van 20 december 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 11 octobre 2012 relatif à l'émission de covered bonds belges par des établissements de crédit de droit belge, de l'arrêté royal du 11 octobre 2012 relatif au gestionnaire de portefeuille dans le cadre de l'émission de covered bonds belges par un établissement de crédit de droit belge, de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 relatif aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et de l'arrêté royal du 25 février 2017 relatif à certains organismes de placement collectif alternatifs publics et à leurs sociétés de gestion, et portant des dispositions diverses'

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 oktober 2012 betreffende de uitgifte van Belgische covered bonds door kredietinstellingen naar Belgisch recht, van het koninklijk besluit van 11 oktober 2012 betreffende de portefeuillebeheerder in het kader van de uitgifte van Belgische covered bonds door een kredietinstelling naar Belgisch recht, van het koninklijk besluit van 12 november 2012 met betrekking tot de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en van het koninklijk besluit van 25 februari 2017 met betrekking tot bepaalde openbare alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheervennootschappen, en houdende diverse bepalingen'

Le 22 novembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté 'portant modification de l'arrêté royal du 11 octobre 2012 relatif à l'émission de covered bonds belges par des établissements de crédit de droit belge, de l'arrêté royal du 11 octobre 2012 relatif au gestionnaire de portefeuille dans le cadre de l'émission de covered bonds belges par un établissement de crédit de droit belge, de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 relatif aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et de l'arrêté royal du 25 février 2017 relatif à certains organismes de placement collectif alternatifs publics et à leurs sociétés de gestion, et portant des dispositions diverses'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 20 décembre 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur, et Aurore PERCY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 décembre 2021.

*

Op 22 november 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 oktober 2012 betreffende de uitgifte van Belgische covered bonds door kredietinstellingen naar Belgisch recht, van het koninklijk besluit van 11 oktober 2012 betreffende de portefeuillebeheerder in het kader van de uitgifte van Belgische covered bonds door een kredietinstelling naar Belgisch recht, van het koninklijk besluit van 12 november 2012 met betrekking tot de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en van het koninklijk besluit van 25 februari 2017 met betrekking tot bepaalde openbare alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerverenootschappen, en houdende diverse bepalingen’.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 20 december 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur, en Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 december 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Aux alinéas 1^{er} et 2, il y a lieu de mentionner les insertions de certains des articles mentionnés par la loi du 19 avril 2014 'relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires' et par la loi du 26 novembre 2021 'modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse en vue d'assurer la transposition de la Directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties, et modifiant par ailleurs la loi du 11 mars 2018 relative au statut et au contrôle des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, et à l'activité d'émission de monnaie électronique, et à l'accès aux systèmes de paiement', ainsi que les modifications encore en vigueur que les articles offrant un fondement juridique au projet ont subies ¹.
2. À l'alinéa 1^{er}, de l'accord du délégué du Ministre, la mention de l'article 2/1, § 4, de l'annexe III de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourses' sera omise dès lors que cette disposition n'offre pas de fondement juridique au projet.
3. Au même alinéa 1^{er}, il y a lieu d'identifier plus précisément les subdivisions des articles de l'annexe III de la loi du 25 avril 2014 qui offrent un fondement juridique au projet et de viser en conséquence les articles 5, alinéa 2, 13, alinéa 2, 15, § 3, et 15/1, § 2, de cette annexe.
4. À l'alinéa 2, la loi du 3 août 2012 sera mentionnée par son nouvel intitulé, remplacé par la loi du 19 avril 2014, à savoir la loi du 3 août 2012 'relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances'. La mention de ce remplacement doit également figurer à l'alinéa 2 du préambule.

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27.

5. Dans le préambule doivent figurer les actes modifiés par le projet. En conséquence, quatre alinéas doivent être ajoutés après les visas consacrés au fondement juridique de l'arrêté pour viser les quatre arrêtés royaux modifiés par le projet ².

6. Deux nouveaux alinéas seront consacrés respectivement au visa de l'avis de l'Inspecteur des Finances du 13 octobre 2021 et à celui de l'avis de la FSMA du 15 décembre 2021.

7. L'alinéa 4 sera complété par la date de l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, à savoir le 20 octobre 2021.

8. L'avis de la section de législation n'étant pas demandé dans le délai de cinq jours ouvrables conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', il n'y a pas lieu de motiver l'urgence.

L'alinéa 5 sera donc omis.

9. La délibération en Conseil des ministres doit être mentionnée en complétant l'alinéa 7 par la formule « et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil, » en français et « en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers, » en néerlandais ³.

DISPOSITIF

Article 1^{er} (nouveau)

L'arrêté en projet participant de la transposition de la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 'concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE', il convient d'en faire mention dans le projet, conformément à l'article 32, paragraphe 1, alinéa 3, de cette directive.

Par conséquent, il y a lieu d'insérer dans le projet un article 1^{er} mentionnant que le projet transpose partiellement la directive précitée ⁴.

La numérotation des dispositions subséquentes sera modifiée en conséquence.

² *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n^{os} 29 et 30.

³ *Ibidem*, recommandations n^{os} 42 et 43, formule F 3-9-1.

⁴ *Ibidem*, formule F 4-1-2-1.

Article 3

Interrogé sur la portée des mots « À l'exception des cas où ils sont définis autrement dans le présent arrêté royal », figurant à l'article 3, 5°, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

« Il n'y a pas de cas concret à ce jour. L'objectif est d'éviter toute discussion en cas de doute ou de modification de l'arrêté royal dans le futur ».

Dès lors que ces mots laissent entendre que certaines notions sont définies différemment dans l'arrêté royal du 11 octobre 2012 'relatif à l'émission de covered bonds belges par des établissements de crédit de droit belge', ils seront omis. En tout état de cause, il n'est pas admissible de déroger par voie réglementaire aux définitions prévues par un acte législatif.

La même observation vaut pour l'article 16, 3°, du projet.

Article 4

Interrogé sur les raisons pour lesquelles les immeubles en construction sont visés à l'article 3, § 1^{er}, 1°, en projet de l'arrêté royal du 11 octobre 2012 et pour lesquelles il existe une différence entre les immeubles résidentiels et les immeubles non résidentiels, le délégué du Ministre a fourni les indications suivantes :

« En Belgique, les seuls actifs de couverture autorisés sont ceux qui répondent aux critères déterminés dans l'article 129 du [règlement (UE) 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, modifié par le règlement (UE) 2019/2160 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les expositions sous forme d'obligations garanties (CRR)]. Il s'agit d'actifs de couverture de haute qualité qui permettent que les covered bonds qui sont couverts par ces actifs puissent bénéficier d'une évaluation du risque favorable.

Les raisons pour lesquelles les créances garanties par une hypothèque sur immeuble résidentiel sont autorisées sont exprimées dans le Question-réponse de l'EBA (*EBA Q&A 2015_2304*⁵). Dans ce question-réponse, la question a été posée de savoir si pendant la période de construction d'un immeuble résidentiel, les prêts pouvaient également être considérés comme entièrement couverts au sens de l'article 125 du CRR. L'EBA a précisé dans sa réponse qu'un bien immobilier résidentiel en construction satisfaisait aux conditions et permettait de considérer que le prêt y relatif est complètement couvert par ledit bien immobilier. L'EBA a expressément ajouté dans sa réponse que ce traitement est exclusivement applicable aux immeubles résidentiels et non aux immeubles non-résidentiels. Ceci explique la différence faite, dans l'avant-projet d'arrêté royal, entre les immeubles résidentiels et non-résidentiels ».

Ces explications figureraient utilement dans le rapport au Roi.

⁵ https://www.eba.europa.eu/single-rule-book-qa/-/qna/view/publicId/2015_2304.

Article 5

Par souci de sécurité juridique, il y a lieu de définir la notion de « lex contractus » à la fin de l'article 4, § 3, en projet de l'arrêté royal du 11 octobre 2012.

Article 6

Interrogé au sujet de la notion de « tests de couverture », le délégué du Ministre a expliqué ce qui suit :

« L'article 12, § 1^{er}, 1^o en projet renvoie aux tests de couverture. Comme l'indique l'article 12, § 1^{er}, 1^o et le titre de l'article 5 de l'arrêté royal du 11 octobre 2012, ces tests de couverture sont réglés dans ledit article 5. Ce titre n'apparaît pas dans l'avant-projet soumis à consultation car il existait déjà dans la version initiale de l'arrêté royal du 11 octobre 2012 et ne doit pas être modifié ».

Force est pourtant de constater que l'article 6 du projet remplace intégralement l'article 5 de l'arrêté royal du 11 octobre 2012 sans reproduire l'intitulé de cet article. Si l'intention de l'auteur du projet est de conserver cet intitulé, ce qui est du reste souhaitable pour la bonne compréhension de l'article 12 de l'arrêté royal du 11 octobre 2012, l'article 6 du projet sera modifié en ce sens.

Article 11

Interrogé sur la portée de l'adverbe « notamment », le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« En principe, la Banque n'imposera à un établissement de crédit émetteur de limiter son volume d'émission de covered bonds belges qu'afin de protéger les créanciers de l'établissement de crédit autres que les titulaires de covered bonds belges. On ne peut cependant exclure que d'autres raisons justifient d'imposer une telle limite. Il est évident que ces autres raisons ne pourraient trouver leur cause que dans le cadre de la mise en œuvre de la mission légale de contrôle de la Banque, et donc nécessairement dans le cadre de la finalité dans laquelle cette mission doit être exercée et dans le respect du principe de proportionnalité. Ce terme était d'ailleurs déjà présent dans la version initiale de l'arrêté royal du 11 octobre 2012 ».

L'article 11 du projet trouve son fondement juridique dans l'article 81, § 4, 5^o, de la loi du 25 avril 2014, qui prévoit que le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres,

« les critères sur base desquels la Banque peut imposer, par établissement de crédit émetteur, le pourcentage maximal de covered bonds belges pouvant être émis par l'établissement concerné au regard du total de son bilan ».

Dès lors qu'il revient à l'auteur du projet de déterminer lui-même les critères sur la base desquels la Banque peut imposer un pourcentage maximal de covered bonds, le mot « notamment » sera omis. Si l'auteur du projet souhaite prévoir d'autres critères, il y a lieu de compléter l'article 11 en ce sens ou de prévoir à cet effet une habilitation au ministre.

Article 12

À l'article 12, 1^o, de la version française, les mots et signes « l'article 16, § 1^{er} de la loi » seront, de l'accord du délégué du Ministre, remplacés par les mots et signes « l'article 16, § 1^{er}, de l'annexe III de la loi ».

Article 13

Comme l'a indiqué le délégué du Ministre, l'article 12, § 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 11 octobre 2012 énonce des règles plus précises concernant certaines informations visées à l'article 15/1, § 1^{er}, 3^o, 4^o et 6^o, de l'annexe III de la loi du 25 avril 2014.

Dans un souci de sécurité juridique, afin de ne pas laisser entendre que l'article 12, § 1^{er}, en projet énumère de façon exhaustive les informations qui doivent être publiées sur le site internet de l'établissement de crédit émetteur de *covered bonds*, les mots et signes « Aux fins de l'article 15/1, § 1^{er} de l'Annexe III de la loi » seront remplacés par les mots et signes « Outre les informations énumérées à l'article 15, § 1^{er}, de l'annexe III de la loi ».

Article 15

De l'accord du délégué du Ministre, les mots et signes « à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o » seront remplacés par les mots et signes « à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er} ».

Article 18

À l'article 18, 7^o, les mots « au paragraphe 3 » seront remplacés par les mots et signe « au paragraphe 3, alinéa 1^{er} ».

Article 21

D'après le commentaire de cette disposition, l'article 21 tend à transposer l'article 28 de la directive 2019/2162, qui remplace l'article 52, paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 'portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM)' par le texte suivant :

« Les États membres peuvent porter la limite de 5 % prévue au paragraphe 1, premier alinéa, jusqu'à un maximum de 25 % pour les obligations émises avant le

8 juillet 2022 et qui respectent les exigences énoncées au présent paragraphe, applicables à la date de leur émission, ou pour les obligations relevant de la définition de l'obligation garantie figurant à l'article 3, point 1, de la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil (*).

(*) Directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE (JO L 328 du 18.12.2019, p. 1) » .

Avant sa modification par la directive 2019/2162, l'article 52, paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de la directive 2009/65/CE disposait ce qui suit :

« Les États membres peuvent porter la limite de 5 % prévue au paragraphe 1, premier alinéa, jusqu'à un maximum de 25 % pour les obligations émises par un établissement de crédit qui a son siège statutaire dans un État membre et qui est légalement soumis à une surveillance spéciale des autorités publiques destinée à protéger les détenteurs d'obligations. En particulier, les sommes découlant de l'émission de ces obligations sont investies, conformément à la législation, dans des actifs qui, durant toute la période de validité des obligations, peuvent couvrir les créances résultant des obligations et qui, en cas de faillite de l'émetteur, seraient utilisés en priorité pour le remboursement du principal et le paiement des intérêts courus ».

Cet alinéa a été transposé par l'article 62, § 4, alinéa 1^{er}, tel qu'il est actuellement en vigueur, de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 'relatif aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE'.

Les mots « conformément à la législation », figurant à l'article 62, § 4, alinéa 1^{er}, 2^o, en projet, de l'arrêté royal du 12 novembre 2012, qui manifestement reproduisent le texte de la directive, seront soit omis soit remplacés par l'indication de la législation applicable en droit belge.

La même observation vaut pour l'article 23.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste en het tweede lid moet melding worden gemaakt van de invoegingen van sommige van de artikelen die vermeld worden in de wet van 19 april 2014 ‘betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders’ en in de wet van 26 november 2021 ‘tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen met het oog op de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2162 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 betreffende de uitgifte van gedekte obligaties en het overheidstoezicht op gedekte obligaties, en tot wijziging van de wet van 11 maart 2018 betreffende het statuut van en het toezicht op de betalingsinstellingen en de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld, en de toegang tot betalingssystemen’. Ook moeten de nog van kracht zijnde wijzigingen worden vermeld die zijn aangebracht in de artikelen die een rechtsgrond opleveren voor het ontwerp.¹

2. In het eerste lid moet, zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, de vermelding van artikel 2/1, § 4, van bijlage III bij de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’ worden weggelaten aangezien die bepaling geen rechtsgrond oplevert voor het ontwerp.

3. In hetzelfde eerste lid moet nauwkeuriger worden aangegeven welke onderverdelingen van de artikelen van bijlage III bij de wet van 25 april 2014 een rechtsgrond opleveren voor het ontwerp, en moet bijgevolg worden verwezen naar de artikelen 5, tweede lid, 13, tweede lid, 15, § 3, en 15/1, § 2, van die bijlage.

4. Het tweede lid moet het nieuwe opschrift van de wet van 3 augustus 2012 vermelden zoals dat bij de wet van 19 april 2014 is vervangen, namelijk de wet van 3 augustus 2012 ‘betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen’. Die vervanging moet ook in het tweede lid van de aanhef worden vermeld.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27.

5. In de aanhef moeten de teksten worden vermeld die bij het ontwerp worden gewijzigd. Bijgevolg moeten, na de aanhefverwijzingen naar de rechtsgrond van het besluit, vier leden worden toegevoegd die verwijzen naar de vier koninklijke besluiten die bij het ontwerp worden gewijzigd.²

6. In twee nieuwe leden moet respectievelijk naar het advies van de inspecteur van Financiën d.d. 13 oktober 2021 en naar het advies van de FSMA d.d. 15 december 2021 worden verwezen.

7. Het vierde lid moet worden aangevuld met de datum van de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting, namelijk 20 oktober 2021.

8. Aangezien de afdeling Wetgeving niet verzocht is om, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’, binnen een termijn van vijf werkdagen advies te verlenen, is er geen reden om de spoedeisendheid te motiveren.

Het vijfde lid moet dus worden weggelaten.

9. In het zevende lid moet het overleg in de Ministerraad worden vermeld door aanvullend in de Nederlandse tekst te schrijven “en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,” en in de Franse tekst “et de l’avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil.”³

DISPOSITIEF

Artikel 1 (nieuw)

Aangezien het ontworpen besluit bijdraagt tot de omzetting van richtlijn (EU) 2019/2162 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 ‘betreffende de uitgifte van gedekte obligaties en het overheidstoezicht op gedekte obligaties en tot wijziging van de Richtlijnen 2009/65/EG en 2014/59/EU’, dient het ontwerp daar melding van te maken, overeenkomstig artikel 32, lid 1, derde alinea, van die richtlijn.

Bijgevolg moet in het ontwerp een artikel 1 worden ingevoegd dat aangeeft dat het ontwerp de voornoemde richtlijn gedeeltelijk omzet.⁴

De nummering van de daaropvolgende bepalingen moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 29 en 30.

³ *Ibidem*, aanbevelingen 42 en 43, formule F 3-9-1.

⁴ *Ibidem*, formule F 4-1-2-1.

Artikel 3

Op de vraag wat de strekking is van de in artikel 3, 5°, vervatte woorden “Tenzij anders gedefinieerd in dit koninklijk besluit” heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Il n’y a pas de cas concret à ce jour. L’objectif est d’éviter toute discussion en cas de doute ou de modification de l’arrêté royal dans le futur.”

De woorden in kwestie moeten worden weggelaten, aangezien ze de indruk wekken dat sommige begrippen anders worden gedefinieerd in het koninklijk besluit van 11 oktober 2012 ‘betreffende de uitgifte van Belgische covered bonds door kredietinstellingen naar Belgisch recht’. Hoe dan ook is het niet toelaatbaar dat bij een verordening wordt afgeweken van de definities waarin een wetgevende tekst voorziet.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 16, 3°, van het ontwerp.

Artikel 4

Naar aanleiding van de vraag waarom het ontworpen artikel 3, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 11 oktober 2012 verwijst naar het vastgoed dat in aanbouw is en waarom er een verschil bestaat tussen niet-zakelijk en zakelijk vastgoed, heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting verstrekt:

“En Belgique, les seuls actifs de couverture autorisés sont ceux qui répondent aux critères déterminés dans l’article 129 du [règlement (UE) 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d’investissement, modifié par le règlement (UE) 2019/2160 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les expositions sous forme d’obligations garanties (CRR)]. Il s’agit d’actifs de couverture de haute qualité qui permettent que les covered bonds qui sont couverts par ces actifs puissent bénéficier d’une évaluation du risque favorable.

Les raisons pour lesquelles les créances garanties par une hypothèque sur immeuble résidentiel sont autorisées sont exprimées dans le Question-réponse de l’EBA (*EBA Q&A 2015_2304*⁵). Dans ce question-réponse, la question a été posée de savoir si pendant la période de construction d’un immeuble résidentiel, les prêts pouvaient également être considérés comme entièrement couverts au sens de l’article 125 du CRR. L’EBA a précisé dans sa réponse qu’un bien immobilier résidentiel en construction satisfaisait aux conditions et permettait de considérer que le prêt y relatif est complètement couvert par ledit bien immobilier. L’EBA a expressément ajouté dans sa réponse que ce traitement est exclusivement applicable aux immeubles résidentiels et non aux immeubles non-résidentiels. Ceci explique la différence faite, dans l’avant-projet d’arrêté royal, entre les immeubles résidentiels et non-résidentiels.”

⁵ https://www.eba.europa.eu/single-rule-book-qa/-/qna/view/publicId/2015_2304.

Het verdient aanbeveling die toelichting op te nemen in het verslag aan de Koning.

Artikel 5

Ter wille van de rechtszekerheid dient het begrip “lex contractus”, *in fine* van het ontworpen artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit van 11 oktober 2012, te worden gedefinieerd.

Artikel 6

Naar aanleiding van een vraag over het begrip “dekkingstests” heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven:

“L’article 12, § 1^{er}, 1^o en projet renvoie aux tests de couverture. Comme l’indique l’article 12, § 1^{er}, 1^o et le titre de l’article 5 de l’arrêté royal du 11 octobre 2012, ces tests de couverture sont réglés dans ledit article 5. Ce titre n’apparaît pas dans l’avant-projet soumis à consultation car il existait déjà dans la version initiale de l’arrêté royal du 11 octobre 2012 et ne doit pas être modifié.”

Er moet evenwel worden vastgesteld dat artikel 6 van het ontwerp artikel 5 van het koninklijk besluit van 11 oktober 2012 volledig vervangt, maar het opschrift van dat artikel niet overneemt. Indien de steller van het ontwerp dat opschrift wenst te behouden, wat overigens raadzaam is voor een goed begrip van artikel 12 van het koninklijk besluit van 11 oktober 2012, moet hij artikel 6 van het ontwerp in die zin wijzigen.

Artikel 11

Op de vraag wat de strekking is van de woorden “met name” heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“En principe, la Banque n’imposera à un établissement de crédit émetteur de limiter son volume d’émission de covered bonds belges qu’afin de protéger les créanciers de l’établissement de crédit autres que les titulaires de covered bonds belges. On ne peut cependant exclure que d’autres raisons justifient d’imposer une telle limite. Il est évident que ces autres raisons ne pourraient trouver leur cause que dans le cadre de la mise en œuvre de la mission légale de contrôle de la Banque, et donc nécessairement dans le cadre de la finalité dans laquelle cette mission doit être exercée et dans le respect du principe de proportionnalité. Ce terme était d’ailleurs déjà présent dans la version initiale de l’arrêté royal du 11 octobre 2012.”

Artikel 11 van het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 81, § 4, 5°, van de wet van 25 april 2014, luidens hetwelk de Koning bij een besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad

“de criteria [bepaalt] waarop de Bank zich kan baseren om aan elke uitgevende kredietinstelling een maximumpercentage aan Belgische covered bonds op te leggen dat zij mag uitgeven ten opzichte van haar balanstotaal.”

Aangezien de steller van het ontwerp zelf de criteria moet bepalen op basis waarvan de Bank een maximumpercentage aan covered bonds kan opleggen, moeten de woorden “met name” worden weggelaten. Indien de steller van het ontwerp andere criteria wil bepalen, moet artikel 11 in die zin worden aangevuld of moet daartoe in een machtiging aan de minister worden voorzien.

Artikel 12

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Franse tekst van artikel 12, 1°, de woorden “l’article 16, § 1^{er} de la loi” vervangen moeten worden door de woorden “l’article 16, § 1^{er}, de l’annexe III de la loi”.

Artikel 13

Zoals de gemachtigde van de minister heeft aangegeven, formuleert het ontworpen artikel 12, § 1, van het koninklijk besluit van 11 oktober 2012 preciezere regels met betrekking tot bepaalde informatie bedoeld in artikel 15/1, § 1, 3°, 4° en 6°, van bijlage III van de wet van 25 april 2014.

Ter wille van de rechtszekerheid en om niet de indruk te wekken dat het ontworpen artikel 12, § 1, een exhaustieve opsomming geeft van de informatie die gepubliceerd moet worden op de website van de kredietinstelling die *covered bonds* uitgeeft, moeten de woorden “Voor de toepassing van artikel 15/1, § 1, van Bijlage III van de wet” worden vervangen door de woorden “Naast de informatie opgesomd in artikel 15, § 1, van bijlage III van de wet”.

Artikel 15

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden “in artikel 1, § 3, eerste lid, 1°,” moeten worden vervangen door de woorden “in artikel 1, § 3, eerste lid,”.

Artikel 18

In artikel 18, 7°, moeten de woorden “in paragraaf 3” worden vervangen door de woorden “in paragraaf 3, eerste lid,”.

Artikel 21

Volgens de bespreking van artikel 21 strekt deze bepaling tot omzetting van artikel 28 van richtlijn 2019/2162, waarbij artikel 52, lid 4, eerste alinea, van richtlijn 2009/65/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 ‘tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende bepaalde instellingen voor collectieve belegging in effecten (icbe’s)’ wordt vervangen door de volgende tekst:

“De lidstaten mogen de in de eerste alinea van lid 1 gestelde begrenzing van 5 % tot ten hoogste 25 % verhogen wanneer obligaties werden uitgegeven vóór 8 juli 2022 en voldeden aan de vereisten van dit lid, zoals van toepassing op de datum van de uitgifte ervan, of wanneer obligaties vallen onder de definitie van gedekte obligaties in artikel 3, punt 1, van Richtlijn (EU) 2019/2162 van het Europees Parlement en de Raad. (*)

(*) Richtlijn (EU) 2019/2162 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 betreffende de uitgifte van gedekte obligaties en het overheidstoezicht op gedekte obligaties en tot wijziging van de Richtlijnen 2009/65/EG en 2014/59/EU (PB L 328 van 18.12.2019, 29).”

Voordat artikel 52, lid 4, eerste alinea, van richtlijn 2009/65/EG was gewijzigd bij richtlijn 2019/2162, luidde het als volgt:

“De lidstaten mogen de in de eerste alinea van lid 1 gestelde begrenzing van 5 % tot ten hoogste 25 % verhogen indien obligaties worden uitgegeven door een kredietinstelling waarvan de statutaire zetel in een lidstaat gevestigd is en die wettelijk is onderworpen aan speciaal overheidstoezicht ter bescherming van obligatiehouders. Met name worden de uit de uitgifte van die obligaties verkregen bedragen overeenkomstig de wet belegd in activa die, gedurende de gehele looptijd van de obligaties, de aan de obligaties verbonden vorderingen kunnen dekken en die, in geval de uitgevende instelling in gebreke blijft, bij voorrang zullen worden gebruikt voor de aflossing van de hoofdsom en de betaling van de lopende rente.”

Die alinea is omgezet bij het thans van kracht zijnde artikel 62, § 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 12 november 2012 ‘met betrekking tot de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG’.

De in het ontworpen artikel 62, § 4, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 12 november 2012 vervatte woorden “overeenkomstig de wet”, die duidelijk zijn overgenomen uit de tekst van de richtlijn, moeten hetzij worden weggelaten, hetzij worden vervangen door de vermelding van de wetgeving die in het Belgische recht van toepassing is.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 23.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT